



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Travaux de mise en oeuvre d'un dispositif de
vidéosurveillance sur le campus de Jacob-Bellecombette**

Université Savoie Mont Blanc
27 Rue Marcoz
BP 1104
73011 CHAMBERY CEDEX

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Travaux de mise en oeuvre d'un dispositif de vidéosurveillance sur le campus de Jacob-Bellecombette
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clause environnementale	Avec
	Durée / Délai	3 mois
	Reconduction	
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
1.3 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Intervenants.....	5
3.1 - Assistance à maîtrise d'ouvrage	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
5 - Protection des données à caractère personnel.....	6
5.1 - Conformité au RGPD.....	6
5.2 - Nature des données traitées	6
5.3 - Responsabilités et obligations du titulaire	6
6 - Durée et délais d'exécution	7
6.1 - Délai global prévisionnel d'exécution des travaux	7
6.2 - Durée du contrat et délais d'exécution	7
7 - Prix	8
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	8
7.2 - Modalités de variation des prix	8
8 - Garanties Financières	8
9 - Avance.....	8
9.1 - Conditions de versement et de remboursement	9
9.2 - Garanties financières de l'avance	9
10 - Modalités de règlement des comptes	9
10.1 - Décomptes et acomptes mensuels.....	9
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	9
10.3 - Délai global de paiement	10
10.4 - Paiement des cotraitants.....	10
11 - Conditions d'exécution des prestations	11
11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	11
11.2 - Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	11
11.3 - Implantation des ouvrages	11
11.4 - Préparation et coordination des travaux.....	11
11.4.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	11
11.4.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	12
11.4.3 - Registre de chantier.....	12
11.4.4 - Etudes d'exécution	12
11.5 - Installation et organisation du chantier	12
11.5.1 - Installation de chantier	12
11.5.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais	12
11.5.3 - Application de réglementations spécifiques	12
11.5.4 - Signalisation de chantier.....	12
11.6- Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	12
11.6.1 - Gestion des déchets de chantier	12
11.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	13
11.6.3 - Documents à fournir après exécution	13
12 - Développement durable	13

13 - Réception	13
13.1 - Réception des travaux	13
13.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	13
13.1.2 - Réception partielle.....	13
13.1.3 - Epreuves concluantes	13
14 - Garantie des prestations.....	14
15 - Pénalités.....	14
15.1 - Pénalités de retard liées aux travaux.....	14
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé	14
15.3 - Autres pénalités spécifiques liées aux travaux.....	14
15.4 - Pénalités de retard liées aux délais d'intervention ou de remise en service au titre de la garantie	15
16 - Assurances	15
17 - Résiliation du contrat.....	15
17.1 - Conditions de résiliation	15
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	16
18 - Règlement des litiges et langues	16
19 - Clause complémentaire	16
20 - Dérogations.....	16

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Travaux de mise en oeuvre d'un dispositif de vidéosurveillance sur le campus de Jacob-Bellecombette

Lieu(x) d'exécution :

Campus de Jacob-Bellecombette

Rue Jean-Baptiste Richard

73000 Jacob-Bellecombette

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses 2 annexes :
 - Annexe 1 : Fiches caméras
 - Annexe 2 : Plans
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 08 septembre 2009
- Le Cadre de Réponses Techniques (CRT) et ses annexes justifiant des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

3 - Intervenants

3.1 - Assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistance à maîtrise d'ouvrage est assurée par :

ALTERNET

3 Rue des Vergers

69760 Limonest

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation expresse, être transmis ou divulgués, même à titre gratuit, à des tiers.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-Travaux, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

5.1 - Conformité au RGPD

Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données » et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En effet, le titulaire, sous-traitant au sens du RGPD, doit présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées.

Un accord de sous-traitance des données doit être signé avec le titulaire.

5.2 - Nature des données traitées

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire peut être amené à traiter des données à caractère personnel, notamment les données d'identification et de contact des personnels de l'USMB, ainsi que l'image des personnes filmées lors de l'installation des caméras.

Les personnes concernées sont les personnels, les étudiants et les visiteurs du campus de Jacob-Bellecombette de l'Université Savoie Mont Blanc.

5.3 - Responsabilités et obligations du titulaire

Le titulaire agit en tant que sous-traitant, puisque le traitement est réalisé pour le compte du pouvoir adjudicateur.

À ce titre, il s'engage à :

- Ne traiter les données que sur instruction écrite du responsable de traitement ;
- Garantir que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ;
- Garantir la sécurité des données (chiffrement, contrôle d'accès, etc.) ;
- Ne pas transférer les données hors de l'UE sans autorisation ;
- Informer immédiatement le pouvoir adjudicateur en cas de violation de données ;

- Aider à l'exercice des droits des personnes concernées (accès, rectification, suppression) ;
- Informer immédiatement le responsable de traitement si, selon lui, une instruction constitue une violation de la réglementation relative à la protection des données.

5.4 - Durée de conservation et suppression des données

Le titulaire s'engage à ne conserver les données que pendant la durée strictement nécessaire à l'exécution du marché. À son terme, il devra supprimer les données à caractère personnel relatives aux personnels de l'Université Savoie Mont Blanc, sauf obligation légale contraire.

En outre, une fois l'installation et la connexion avec le logiciel de sécurité de l'USMB effectuées, le titulaire ne pourra plus accéder aux données issues de la captation des caméras.

5.5 - Audit et contrôle

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contrôler la conformité des traitements mis en œuvre par le titulaire et d'exiger la production de toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Délai global prévisionnel d'exécution des travaux

Les prestations débuteront en juin 2025.

Les prestations s'achèveront en septembre 2025.

6.2 - Durée du contrat et délais d'exécution

La durée prévisionnelle des travaux du contrat est de 3 mois, hors GPA.

L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Le délai d'exécution des travaux est défini conformément au calendrier prévisionnel d'exécution qui aura été fourni par le titulaire dans son offre.

Calendrier détaillé d'exécution :

Avant commencement des travaux et sur la base du délai d'exécution et du planning prévisionnel, un calendrier détaillé d'exécution pourra être élaboré par la maîtrise d'œuvre après consultation du titulaire. Ce calendrier est notifié par ordre de service au titulaire, lequel doit formuler ses éventuelles observations dans un délai de 10 jours à compter de sa réception, faute de quoi il est réputé l'avoir accepté sans réserve.

Au cours du chantier et après consultation du titulaire, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution fixé à l'acte d'engagement. Ce calendrier modifié est notifié par ordre de service au titulaire.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le prix est réputé comprendre tous les travaux, frais et autres prestations nécessaires à la réalisation complète et parfaite des ouvrages et installations objet du présent marché.

Il est rappelé que les quantités, côtes et les mesures diverses indiquées au CCTP et ses annexes ou dans la DPGF sont données à titre indicatif et doivent être vérifiées par l'entrepreneur pour l'établissement de son offre.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres (initiales ou négociées le cas échéant) ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (BT47 (n-3) / BT47 (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index définitif n-3. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence I, publié(s) à l'INSEE, ou de l'INSEE, est l'index BT47 « Index du bâtiment - Électricité - Base 2010 ».

8 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Travaux.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures sont effectués exclusivement par mail auprès du maître d'ouvrage à : administration.dirpat@univ-smb.fr . Pas d'exemplaires papier.

La date de réception, par la direction du patrimoine, d'une demande de paiement transmise par mail, est le point de départ du délai global de paiement.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19730858800015 avec rappel du numéro d'engagement juridique qui commence par 45 00

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement transmises par mail.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Les références à des marques, types et/ou provenances de produits, matériels ou matériaux qui peuvent être mentionnés dans une pièce du D.C.E., en particulier dans le C.C.T.P., sont donnés à titre indicatif. Elles permettent d'illustrer les exigences du Maître d'Ouvrage en matière de technicité, de performance, de qualité, de pérennité, de compatibilité et de fiabilité de produit matériel ou matériau concerné.

Les candidats restent libres de proposer d'autres produits, matériels ou matériaux que ceux indiqués, pourvu qu'ils soient équivalents au regard des critères énoncés ci-dessus et que les normes régissant l'associativité des matériels entre eux soient respectées (matériels existants en particulier).

Dans ce cas, le candidat concerné devra obligatoirement joindre à son offre les documents permettant de justifier l'équivalence des produits, matériels ou matériaux, sous peine de rejet de son offre.

Le titulaire devra, préalablement à l'exécution des prestations, soumettre à l'acceptation du Maître d'Ouvrage une documentation technique détaillée de chaque produit, matériel ou matériau à utiliser, avec les références s'y reportant. Si le Maître d'Ouvrage constate qu'il n'y a pas de correspondance ou équivalence avec les prescriptions du marché, le titulaire sera tenu de fournir les espèces et qualités des produits, matériels ou matériaux de référence.

En cours d'exécution, aucun changement dans la nature et la qualité des produits, matériels ou matériaux agréés ne sera admis, sauf accord écrit du Maître d'Ouvrage.

11.2 - Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Des vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées sur les matériaux et produits objet du marché dans les conditions prévues par le C.C.A.G. Travaux tel que précisé par le C.C.A.P., le C.C.T.P. et ses annexes.

11.3 - Implantation des ouvrages

Selon les dispositions du C.C.T.P. et ses annexes. L'implantation précise des ouvrages et équipements est soumise à l'agrément préalable de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

11.4 - Préparation et coordination des travaux

11.4.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 20 jours.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

11.4.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Aucune coordination sécurité et protection de la santé ; Le plan de prévention sera à fournir à l'université-Savoie Mont Blanc pour cette opération.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

11.4.3 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

11.4.4 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

11.5 - Installation et organisation du chantier

11.5.1 - Installation de chantier

Selon les dispositions du C.C.T.P. et ses annexes, l'implantation précise des ouvrages et équipements est soumise à l'agrément préalable de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage

11.5.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais

Dans les conditions et spécificités prévues au C.C.T.P. et, sous réserve des conditions prévues au C.C.A.G Travaux.

11.5.3 - Application de réglementations spécifiques

Les réglementations spécifiques listées dans le C.C.T.P. sont applicables.

11.5.4 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

11.6- Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

11.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

11.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

11.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

12 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Au niveau de l'évacuation des déchets, le titulaire détaillera les moyens techniques qu'il propose dans le cadre de ce marché, afin de mettre en place des actions liées à la préservation de l'environnement et notamment celles liées à l'évacuation et au traitement des déchets du chantier.

13 - Réception

13.1 - Réception des travaux

13.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

13.1.2 - Réception partielle

La réception partielle des ouvrages ou parties d'ouvrages est réalisée conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux. Les délais et modalités de remise des documents applicables sont ceux prévus par ce même article.

Le titulaire se reportera au CCTP pour avoir plus de précisions sur la composition du Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E) et du Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

13.1.3 - Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

14 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de réception des matériels sont décrites dans le CCTP.

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

Par dérogation à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard liées aux travaux

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière d'un montant égal : **400 € (quatre cent euros hors taxe)**.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.3 - Autres pénalités spécifiques liées aux travaux

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Absence aux réunions de chantier	Forfaitaire	200,00 €	Par infraction constatée
Non respect des prescriptions relatives à la signalisation générale du chantier	Forfaitaire	200,00 €	Par infraction constatée
Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrage	Forfaitaire	200,00 €	Par infraction constatée
Inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé	Forfaitaire	200,00 €	Par jour de retard
Retard dans la remise des plans, des DOE et autres documents à fournir après exécution par les titulaires	Forfaitaire	200,00 €	Par jour d'infraction constatée
Retard dans la levée des réserves	Forfaitaire	200,00 €	Par jour d'infraction constatée

15.4 - Pénalités de retard liées aux délais d'intervention ou de remise en service au titre de la garantie

- En cas de dépassement du délai de remise en service, une pénalité pourra être appliquée pour chaque infraction de 200 € par heure de retard supplémentaire entamée,

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Clause complémentaire

Les pénalités sont plafonnées à 10% du montant total HT du marché, sous réserve que le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité de résilier le marché pour faute du titulaire en cas de dépassement de ce plafond.

20 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 11.4.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 20.2 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux